L'an deux mille vingt-cinq et mardi onze février à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie, au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul CHAMAYOU, Maire.

Étaient présents : M. Jean-Paul CHAMAYOU ; M. Jean-François COMBELLES ; Mme Marie-Claude ROLLAND ; M. Jean MARTINEZ ; Mme Mélanie ROUX ; M. Didier COMBES ; M. Jean-Pierre LESCURE ; Mme Marie-Line CLUZEL ; Mme Dominique GODOT-RAMADE ; M. Jean-Marie BRU ; Mme Pascale BARNA-LEGRAND ; Mme Aline COUTAREL ; Mme Claude HEMON HUET et M. Nicolas BORAUD MAZEL.

Étaient excusés : M. Daniel CAMP ; Mme Pauline MARCOU ; M. Raoul de RUS et Mme Gilbert ASSEMAT.

Était absente : Mme Gaëlle POUSTOMIS.

Madame Dominique GODOT-RAMADE a été nommée Secrétaire de Séance.

Après avoir procédé à l'appel nominatif des membres du Conseil Municipal et constaté l'existence du quorum, monsieur le Maire déclare la séance ouverte.

Monsieur le Maire présente ensuite l'ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 14 janvier 2025 ;
- 2 - Décisions du Maire ;
- 3 - Installation d'une nouvelle conseillère municipale suite à la démission d'une conseillère municipale ;
- 4 - Approbation du compte financier unique 2024 ;
- 5 - Attribution des lots du marché public pour l'aménagement de la place Docteur Simon RÉGY suite aux négociations ;
- 6 - SDET : convention de remboursement de la contribution éclairage public suite au remplacement de 60 luminaires
- 7 - Remboursement dégrèvement foncier Lafargue ;
- 8 - Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet ;
- 9 - Modalités d'acquisition du chemin du Gouncas ;
- 10 - Régularisation de chemin au lieu-dit Boyer haut – validation plans géomètre, modalités financières ;
- 11 - Transfert du patus de Boyer haut ;
- 12 - Demande d'acquisition d'une portion de chemin de Castelle- La Calmetié ;
- 13- Questions diverses.

1 - Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 14 janvier 2025

Le procès-verbal de la séance du 14 janvier 2025, transmis par courriel, est approuvé à l'unanimité.

2 - Décisions du maire

Un exemplaire de chaque décision a été envoyé aux élus en amont de la séance du conseil municipal.

☐ Décision 2025-01 : Vente concession n°963 au cimetière de Saint Amans de Négrin

Monsieur le maire a procédé à la vente de la concession n°963 au cimetière de Saint Amans de Négrin, d'une superficie de 4 m², moyennant la somme de cinq-cent-trente et un euros.

☐ Décision 2025-02 : Vente concession n°964 au cimetière de la Sigourre

Monsieur le maire a procédé à la vente de la concession n°964 au cimetière de la Sigourre, d'une superficie de 2 m², moyennant la somme de deux-cent-soixante-dix-huit euros.

☐ Décision 2025-03 : 965 au cimetière de Bouyrols

Vente de la concession n°965 au cimetière de Bouyrols de 1 m², moyennant la somme cent-vingt-six euros.

3 - Installation d'une nouvelle conseillère municipale suite à la démission d'une conseillère municipale

Vu la lettre de démission, en date du 16 janvier 2025, de madame Hélène POLDERVAART, conseillère municipale, élue en mars 2020 en tant que membre de la liste « Ensemble pour Montredon-Labessonnié » ;

Considérant l'article L270 du Code Electoral qui prévoit que le candidat venant après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal dont le siège devient vacant pour quelle cause que ce soit et que le candidat dans l'ordre chronologique est monsieur Yves DEREIX ;

Considérant les échanges par email entre la commune et monsieur Yves DEREIX en date du 20 janvier 2025 l'informant de son installation en tant que conseiller municipal ;

Considérant que monsieur DEREIX a refusé son installation en tant que conseiller municipal ;

Considérant l'article L270 du Code Electoral qui prévoit que le candidat venant après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal dont le siège devient vacant pour quelle cause que ce soit et que le candidat dans l'ordre chronologique est madame Gilberte ASSEMAT ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, :

- PREND acte la démission, en date du 16 janvier 2025, de madame Hélène POLDERVAART, conseillère municipale, élue en mars 2020 en tant que membre de la liste « Ensemble pour Montredon-Labessonnié » ;
- INSTALLE dans sa fonction de conseillère municipale madame Gilberte ASSEMAT en tant que membre de la liste « Ensemble pour Montredon-Labessonnié » ;
- ACTE la modification du tableau du conseil municipal en conséquence.

20 heures 47 arrivée de madame Pascale BARNA LEGRAND.

4 - **Approbation du compte financier unique 2024**

Madame ROLLAND, 2^{ème} adjointe au maire en charge des finances, expose au conseil municipal que la collectivité a fait le choix de mettre en application le compte financier unique à compter de l'exercice 2024.

Elle rappelle les dispositions extraites de l'article 242 de la loi de finances 2019 modifié par l'article 205 pérennisant la mise en œuvre du compte financier unique qui se substitue à la fois au compte de gestion et au compte administratif pour les collectivités territoriales. Recoupant les écritures de la commune et de la trésorerie générale, il est établi définitivement lorsque les données s'avèrent concordantes.

La synthèse du compte financier unique de l'exercice 2024, du budget principal « Commune », s'établit comme suit :

Sections	Dépenses	Recettes	Résultats
Section de fonctionnement	1 925 194,77 €	2 414 990,76 €	489 795,99 €
Section d'investissement	4 486 503,48 €	3 728 025,72 €	- 758 477,76 €

La vue d'ensemble du compte financier unique est également présentée :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	5 555 076,41 €	2 336 738,00 €	7 891 814,41 €
	Recettes réalisées (1)	B	3 728 025,72 €	2 414 990,76 €	6 143 016,48 €
	Restes à réaliser	C	770 375,86 €	0,00 €	770 375,86 €
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	6 090 087,94 €	2 987 325,66 €	9 077 413,60 €
	Dépenses réalisées (1)	E	4 486 503,48 €	1 925 194,77 €	6 411 698,25 €
	Restes à réaliser	F	393 320,92 €	0,00 €	393 320,92 €
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)		-758 477,76 €	489 795,99 €	-268 681,77 €
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	535 011,53 €	650 587,66 €	1 185 599,19 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-223 466,23 €	1 140 383,65 €	916 917,42 €
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	L ₀ II	377 054,94 €	0,00 €	377 054,94 €
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	153 588,71 €	1 140 383,65 €	1 293 972,36 €

Monsieur le maire rajoute que les dépenses portant sur les travaux de la Grand'Rue apparaissent sur le CFU, les recettes issues des subventions seront perçues en 2025. Il rappelle que le budget 2024, en termes d'investissement est exceptionnel en raison du montant des travaux. Il précise que l'agent en charge des finances est à la disponibilité de

chacun pour donner plus de précisions. Les élus et les administrés sont libres de venir consulter les comptes de la commune.

Les investissements n'ont pas tous été réalisés. Il rajoute que les efforts des élus et des services ont permis une bonne maîtrise des dépenses tout en continuant à collaborer avec des artisans locaux. Il présage que le budget de l'année 2025 retrouvera son rythme habituel.

Après que Monsieur le Maire ait quitté la salle à 20h51, le conseil municipal passe au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, :

- APPROUVE le Compte Financier Unique 2024 tel que présenté ;
- NOTE que Mr ROBERT Philippe, administrateur adjoint du centre des finances publiques Service de gestion comptable d'Albi, certifie les chiffres présentés ;
- AUTORISE monsieur le maire à sceller et transmettre le CFU aux services de la préfecture.

20h52 Monsieur le maire réintègre la salle.

5 - Attribution des lots du marché public pour l'aménagement de la place Docteur Simon RÉGY suite aux négociations

Monsieur MARTINEZ expose que dans le cadre du projet d'aménagement de la place Docteur Simon RÉGY de la commune de Montredon-Labessonnié, un appel à projet a été lancé pour les travaux.

Cette opération de travaux est divisée en 8 lots. Les marchés qui seront conclus à la suite de la procédure engagée auront pour objet l'exécution de :

LOT N°01 : FRESQUE

LOT N°02 : KIOSQUE METALLIQUE

LOT N°03 : 3 BANCS EN BOIS OU METALLIQUES

LOT N°04 : SCULPTURE

LOT N°05 : PARKING A VELO

LOT N°06 : ASSISES ET MONOLITHES EN GRANIT

LOT N°07 : MURET EN PIERRE

LOT N°08 : ESPACES VERTS (DRAINAGE DES EAUX, PLANTATIONS, ARROSAGE, IRRIGATION)

Le 26 novembre 2024, un avis d'appel d'offre a été lancé par publication sur le panneau lumineux et sur le site Facebook de la commune ainsi que par voix dématérialisée par mail et le 5 décembre 2024 sur le site de la commune

<https://www.montredonlabessonnie.fr/>, avec une date de remise des offres fixée au 31 décembre 2024 à minuit.

Critères de jugement des offres :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

- Critère technique, 25%
- Critère qualitatif, 25%
- Critère environnemental, 15%
- Critère financier, 35%

Après avoir pris du rapport d'analyse des offres étudiées par la Commission d'Appel d'Offre des 14 et 31 janvier 2025 et du 07 Février 2025, conformément aux dispositions édictées par l'article R.2123-1-1° du Code de la Commande Publique,

Considérant que dans l'appel à projet, la commune se réservait le droit de ne pas réaliser la

totalité du projet si le montant des offres excédait le budget prévisionnel alloué à cette opération qui était de 80 000 € TTC maximum,

Considérant, par ailleurs, le rapport de la Commission d'Appel d'Offre suite aux réunions du 14, 31 janvier et 07 février 2025 et les critères de choix annoncés dans le règlement de consultation,

Monsieur MARTINEZ présente la répartition des lots conforme à la décision de la CAO, comme détaillé ci-après :

LOT N°01 : FRESQUE

5 candidatures reçues – 3 admissions – 2 éliminations (un pli vide et un hors délais) :

1 – ESCUDERO José 55 %

2 – MARTINEL Laurent 84 %

3 – Association Murall 40 %

La CAO décide de retenir l'offre présentée par M. MARTINEL Laurent, situé à Vabre, qui obtient une note de 84 % pour un montant de 9 000.00 € H.T. soit 10 800 € T.T.C.

LOT N°02 : KIOSQUE METALLIQUE

1 candidature reçue – 1 admission

1 – MATHA Ferronnerie

La CAO décide de retenir l'offre présentée par SASU MATHA Ferronnerie, située à Montredon-Labessonnié, pour un montant de 22 380 € HT soit 29 520.00 € T.T.C.

LOT N°3, N°4, N°5 et N°6 - Abandon de procédures :

Lot N°3 FOURNITURE DE 3 BANCS EN BOIS OU METALLIQUES : Aucune offre – Lot infructueux

Lot N°4, 5, 6 – l'enveloppe financière du marché ne permet pas l'intégration de ces lots.

LOT N°7 : MURET EN PIERRE

1 candidature reçue – 1 admission

1 - HENOU Erwan / Murmures de Pierres

La CAO décide de retenir l'offre présentée par HENOU Erwan / Murmures de Pierres, situé à MONTREDON-LABESSONNIÉ, pour un montant de 5 000 € HT non soumis à TVA.

LOT N°8 : ESPACES VERTS (DRAINAGE DES EAUX, PLANTATIONS, ARROSAGE, IRRIGATION)

3 candidatures reçues – 2 admissions – 1 élimination

1 – SAS POUSTHOMIS 83 %

2 – SARL RIGAUD Espaces verts 73 %

La CAO décide de retenir l'offre présentée par SAS POUSTHOMIS, située à LABOULBÈNE, qui obtient une note de 83 % pour un montant de 22 029.32 € € HT soit 26 435.18 € T.T.C.

Il a été également validé le devis de l'EURL CALVET Florian pour la création de socles en béton pour le Kiosque : 1008,00 € H.T soit 1 209,60 € T.T.C.

Le montant total retenu pour le marché d'aménagement de la place Dr Simon Régy est de : 72 964,78 € T.T.C. Monsieur MARTINEZ explique que le reste de la somme allouée à l'opération servira pour les futures installations d'éclairage de la place et pour les divers et imprévus.

Monsieur le maire expose que le groupe de travail ayant étudié ce dossier était composé d'environ 6 élus dont 4 à voix consultatives. Ce choix a permis de prendre l'appui de personnes qui ont pu partager leurs connaissances avec les membres de la CAO. Selon

monsieur le maire, le résultat de cet aménagement s'annonce plaisant et agréable même s'il ne satisfera pas l'ensemble de la population.

Madame BARNA LEGRAND demande ce qu'il adviendra du panneau, représentant les commerçants et artisans du territoire communal, situé en ce lieu ? Monsieur le maire annonce que ce dernier sera retiré et pourra être repositionné sur un autre lieu. Elle demande qu'il soit placé sur le château d'eau de Cornebise. Il invite les élus à réfléchir sur son nouveau positionnement.

Le projet initial de la fresque est présenté en séance. Monsieur le maire précise que des modifications ont été demandées. Sur cette fresque sont représentés les monuments et sites les plus représentatifs du village (château et tour de Castelfranc, l'église, le planétarium, le barrage, la piscine municipale ...) encadrés par des végétaux peints, le nom et le blason de la commune. Monsieur le maire rajoute que la parcelle sera composée d'espaces verts.

Madame GODOT RAMADE demande si le calendrier reste maintenu. Monsieur le maire confirme une fin de chantier fin mai et pour une inauguration prévue dans la première quinzaine de juin. Il en profite pour rajouter que des panneaux de nomination des parkings vont être placés aux abords de chacun d'eux ainsi que sur ce site.

Pour répondre à monsieur LESCURE, monsieur le maire confirme que des lots ont été abandonnés faute de budget. Il donne pour exemple la proposition d'une statue de bronze dont l'offre présentée se portait à plus de 30 000 €.

En réponse à une question de madame COUTAREL, monsieur MARTINEZ rapporte que des bancs vont être intégrés dans la structure du kiosque. Le muret pourra lui aussi servir d'assise.

Monsieur le maire prend la parole et invite le conseil municipal à se prononcer sur le choix de la commission d'appel d'offre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, :

- DECIDE d'attribuer les marchés conformément aux propositions énumérées ci-dessus ;
- PREND note que le reste de la somme allouée à l'opération servira pour les futures installations d'éclairage de la place et pour les divers et imprévus ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à la présente délibération dans le cadre de son mandat, de l'exécution de la présente décision.

6 - SDET : convention de remboursement de la contribution éclairage public suite au remplacement de 60 luminaires

Monsieur Jean-François COMBELLES, adjoint au maire en charge du dossier, informe l'assemblée que dans le cadre du dispositif Intracting, la Banque des Territoires met à la disposition du Syndicat Départemental d'Énergies (SDET) une avance remboursable, Intracting, destinée à financer le projet de rénovation de 60 points lumineux sur la commune de Montredon-Labessonnié.

Monsieur Jean-François COMBELLES rapporte que les points lumineux rénovés sont ceux du Foirail et du boulodrome. L'équipement en lampe LED des éclairages publics est clôt pour le village et en cours de finalisation dans les hameaux.

Le plan de financement du projet qui s'élève à 68 370 € est établi comme suit :

Participation SDET	42 120 €
Participation Fonds Vert	12 750 €
Reste à charge commune	13 500 €

Cette convention entre la Banque des Territoires et le SDET permet au syndicat de disposer d'une enveloppe de 13 500 euros pour le financement des travaux ci-dessus présentés au bénéfice de la commune. Le prêt est d'une durée de 9 ans au taux de 0,75 €.

Monsieur BORAUD MAZEL signale, qu'au regard de la somme, la souscription d'un prêt n'est pas nécessaire.

Il s'agit pour la commune de notifier au SDET son souhait de bénéficier de ladite enveloppe financière d'avance qui sera remboursée intracting à partir de janvier 2025. Une copie de la convention et du tableau d'amortissement du prêt seront annexées à la présente délibération.

Par ailleurs, le SDET informera la commune sur les bilans d'économie d'énergie réalisée.

Monsieur le maire prend la parole et invite le conseil municipal à se prononcer sur une proposition du 1^{er} adjoint.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, :

- D'APPROUVER la volonté de la commune de bénéficier de l'enveloppe financière prévue dans le cadre de l'avance remboursable intracting à partir de janvier 2025 pour financer son projet de rénovation du parc d'éclairage public par le SDET ;
- D'AUTORISER monsieur le maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de cette délibération ;
- DE DONNER pouvoir au Maire pour l'exécution de la présente délibération et engager la commune.

7 - Remboursement dégrèvement foncier Lafargue

Monsieur le maire expose que par courrier en date du 31 décembre 2024, la Direction Générale des Finances Publiques a procédé à un remboursement de 70,00 euros correspondant à dégrèvement de la taxe foncière pour pertes de récolte relatif au sinistre du 17 mai 2024.

Par un deuxième courrier en date du 8 janvier 2025, la Direction Générale des Finances Publiques a procédé à un remboursement de 70,00 euros correspondant à dégrèvement de la taxe foncière pour pertes de récolte relatif à un autre sinistre survenu le 30 août 2024.

Une copie des avis de dégrèvement sont ci-annexés.

Monsieur le Maire explique que les dégrèvements obtenus par le bailleur à la suite des calamités agricoles, bénéficient au fermier. Il en présente le détail :

Parcelle	Date calamité	Montant du dégrèvement
CH 86	17/05/2024	4 €
CI 64	17/05/2024	1 €
CI 65	17/05/2024	5 €
CI 70	17/05/2024	2 €
CI 85	17/05/2024	1 €
CI 113	17/05/2024	8 €

CI 120	17/05/2024	4 €
	Pour le 17/05/2024	25 €
Parcelle	Date calamité	Montant du dégrèvement
BR 182	30/08/2024	3 €
CH 68	30/08/2024	6 €
CI 83	30/08/2024	6 €
CI 84	30/08/2024	17 €
CI 86	30/08/2024	10 €
	Pour le 30/08/2024	42 €

Monsieur le maire demande au conseil municipal de l'autoriser à émettre un mandat au profit du locataire d'un montant de 67,00 € correspondant aux dégrèvements des terres agricoles concernées par le bail de fermage.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise monsieur le Maire comme ci-dessus.

8 - Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet

Suite au départ à la retraite d'un agent, monsieur le maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire d'augmenter les heures de présence pour assurer le bon fonctionnement du poste d'accueil, ce qui implique une modification de la durée hebdomadaire de service de cet emploi. Sur le plan financier, ce supplément d'heures associé à la suppression du salaire de l'agent en fin de carrière entraîne une économie qui équivaut à mi-temps.

Cette modification est assimilée à une suppression d'emploi et à la création d'un nouvel emploi car elle modifie au-delà de 10% la durée initiale de l'emploi.

Monsieur le maire propose à l'assemblée, conformément aux dispositions fixées aux articles L313-1 et L542-2 du Code général de la fonction publique, de supprimer l'emploi d'Adjoint Administratif créé, initialement, à temps non complet par délibération du 29 juillet 2024 pour une durée de 22 heures hebdomadaires, et de créer un emploi d'Adjoint Administratif à temps non complet pour une durée de 26 heures par semaine à compter du 12 Février 2025.

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L313-1 et L542-2,
Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,
Vu l'avis du Comité social territorial émis le 21 janvier 2025.

Vu le tableau des emplois,

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, :

- ADOPTE la proposition du Maire ;
- MODIFIE ainsi le tableau des emplois ;

- AJUSTE les crédits correspondants inscrits au budget.

9 - Modalités d'acquisition du chemin du Goucas

Par délibération 2024-64 du 30 septembre 2024, le conseil municipal a fixé le prix des parcelles à acquérir nécessaires à l'intégration dans le patrimoine communal du chemin du Goucas.

Le géomètre s'est rendu sur les lieux pour établir l'emprise réelle du chemin du Goucas en présence des propriétaires. Les propriétés de l'indivision Azzi/Serrano et Missoum ont donné leur accord pour vendre une partie de leur terrain afin de régulariser l'emprise du chemin. Monsieur le maire se satisfait du fait que le propriétaire de la parcelle DY 468 ai donné son approbation au géomètre concernant la vente de la section du chemin qui passe sur son terrain.

Monsieur le maire rapporte qu'une fois l'acte signé la commune engagera des travaux d'empierrement du chemin.

Monsieur le maire propose de fixer les prix d'acquisition comme suit en fonction des éléments du plan ci-joint :

Vendeur	Annotation sur plan	Superficie estimée	Prix proposé
M. Missoum Karim	K	90 m ²	22,50 €
Ind Azzi/Serrano	M	50 m ²	12,50 €
M.GOMES COSTA/Mme MATEUS GOMES COSTA	U et V	112 m ²	28 €
Total		252 m ²	63 €

Tous les frais attrait à cette affaire seront à l'entière charge de la Commune.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur sa proposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide la proposition les prix d'acquisition ci-dessus et autorise monsieur le maire à signer tous les documents et actes afférents à cette affaire.

10 - Régularisation de chemin au lieu-dit Boyer haut – validation plans géomètre, modalités financières

Par délibération 2025-05 du 14 janvier 2025, le conseil municipal a approuvé l'acquisition du chemin de Boyer Haut. Monsieur le maire rappelle qu'il s'agit d'un chemin privé qui est depuis sa création emprunté comme une voie communale.

Le géomètre ayant établi les préprojets, ci-joints, il convient de fixer les modalités financières.

Vendeur	Acquéreur	Emprise du chemin sur la parcelle	Superficie estimée	Prix
M. ROLLAND	Commune de Montredon-Labessonnié	HL 92, 93 et 94	2 042 m ²	510,50 €
		HK 78	478 m ²	119,50 €
		HL 42	233 m ² + 555 m ² = 788 m ²	197 €

		HL 82	673 m ²	168,25 €
		Total	3 981 m²	995,25 €
M. et Mme ALBERT	Commune de Montredon- Labessonnié	HL 41	39 m ² + 932 m ² = 971 m ²	242,75 €
		Total	971 m²	242,75 €
Indivision BOUVIER	Commune de Montredon- Labessonnié	HL 83	184 m ²	46 €
		Total	184 m²	46 €

Tous les frais attrait à cette affaire seront à l'entière charge de la Commune.

Monsieur le maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur sa proposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, valide la proposition les prix d'acquisition ci-dessus et autorise monsieur le maire à signer tous les documents et actes afférents à cette affaire.

11 - Transfert du patus de Boyer haut

Suite à la délibération n° 2025-05 du 14 janvier 2025, portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain pour régularisation de chemin au lieu-dit Boyer haut, monsieur le maire propose de lancer la procédure de transfert du bien de section de Boyer, parcelle HL 44, d'une contenance estimée de 2 105 m². Ce bien de section est composé d'une parcelle de terre n'ayant aucun attrait particulier et d'un chemin qui est employé par les usagers comme une voie de circulation.

La commune souhaite obtenir la propriété de cette parcelle. L'objectif de cette acquisition est de régulariser l'emprise du chemin pour environ 1 210 m². Le restant de la parcelle, d'une superficie estimée à 895 m², entrera dans le patrimoine communal en tant que terrain, une servitude de passage au profit des parcelles HL n°44, 46, 47, 83 et 90 est envisagée. Un géomètre a été mandaté pour établir le préprojet de découpage du patus qui est annexé à la présente délibération. La servitude sera établie plus précisément lors du bornage en présence du propriétaire concerné si la préfecture du Tarn autorise le transfert à la commune

Concernant le bien de section de « Boyer », après vérification, il s'avère qu'aucun électeur, n'est résidant sur le territoire de la section, ni soit inscrit sur les listes électorales. Selon les relevés de propriété ci-annexés, les maisons bâties sur les parcelles HL 82 et 100 sont des résidences secondaires quant à la parcelle HL 46, l'héritier du bien réside sur une commune voisine. L'article L2411-16 du CGCT dit que « En l'absence d'électeurs, la décision de vente d'un bien de section est prise par arrêté préfectoral sur délibération favorable du conseil municipal ».

Monsieur le maire explique que la particularité de ce chemin n'a été révélée que récemment c'est pourquoi il était classé en voie intercommunale.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, :

- VALIDE la nécessité d'intégrer ce bien au patrimoine de la commune pour régulariser le chemin du Boyer sis en propriété privée et emprunté régulièrement par les usagers ;
- AUTORISE monsieur le maire à revoir l'emprise de la servitude au profit des parcelles HL n°44, 46, 47, 83 et 90 ;
- APPROUVE le lancement de la procédure de transfert du bien de section de Boyer ;
- NOTE que la section est dépourvue d'électeur ;
- DEMANDE au représentant de l'Etat de prononcer le transfert de ce bien de section à la commune.
- DONNE tout pouvoir à monsieur le maire à signer tous les documents et actes afférents à cette affaire.

12 - Demande d'acquisition d'une portion de chemin de Castelle- La Calmetié

Monsieur le maire expose à l'assemblée par délibération n°2025-07 du 14 janvier 2025, le conseil municipal a rejeté la demande de monsieur NOUVEL portant sur l'acquisition de deux chemins ruraux. Le conseil municipal a donné pour raison que la vente de ces chemins aurait pour effet de créer des enclaves foncières.

La cession du « chemin rural de Castelle » à la Calmetié dont une ramure de son emprise circule entre les parcelles AT n°147, 146, 151 et 154 d'un côté et les parcelles n° 144, 145, 152, 153 et 165 de l'autre créerait une enclave foncière pour la parcelle AT n°146 (voir plan ci-joint). Les propriétaires de ladite parcelle ont émis un avis favorable à cette vente. Ils ont fait savoir que leur propriété leur permet de créer un accès à cette parcelle sans avoir à circuler dans le chemin en question. Considérant ces éléments, monsieur le maire propose d'intégrer ce dossier à la prochaine enquête publique.

Oùï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité (abstention de monsieur BORAUD MAZEL) :

- APPROUVE le lancement de la procédure de cession d'une portion du « chemin rural de Castelle » selon le plan ci-joint ;
- DIT que tous les frais (géomètre, actes d'acquisition, enquête publique) seront à la charge du demandeur ;
- AUTORISE monsieur le maire à diligenter l'enquête publique nécessaire à cette cession ;
- AUTORISE monsieur le maire à signer tous documents pour mener à bien cette opération.

13 - Questions diverses

13a- Travaux

BARRAGE DE BEZAN

Monsieur MARTINEZ donne lecture du rapport de l'inspection de visite d'auscultation quinquennale du barrage effectuée par la DREAL le 19 novembre 2024, il précise que le rapport est tenu à la disposition de chacun. Ce rapport a été adressé au bureau d'étude ISL qui établit un devis pour une visite technique du barrage pour un montant de 3 250 € HT.

La DREAL maintient l'obligation d'abaissement le cote du barrage, environ deux mètres. Monsieur le maire aimerait que la société ISL soumette plusieurs propositions pour faire remonter le niveau d'eau du barrage à son état antérieur pour le rendre plus attrayant. Il rappelle que c'est un barrage de loisirs qui peut servir de réserve d'eau pour les pompiers.

Monsieur MARTINEZ rapporte qu'il existe la possibilité d'ancrer le barrage par ses fondations mais cette solution n'est pas applicable à Bezan. La largeur de la digue n'est pas suffisante.

Monsieur le maire résume les 3 solutions qui s'offrent aux décisionnaires : vider le barrage, maintenir le niveau actuel ou le renforcer pour le ramener à son niveau ordinaire. La solution deux implique de réduire la hauteur de la digue, tandis que la dernière proposition consiste à la renforcer pour pouvoir soutenir la pression de l'eau. Une rencontre va être organisée avec le bureau d'étude afin de déterminer et de chiffrer tous les travaux potentiellement envisageables. La hauteur du niveau d'eau du barrage sera définie en fonction du coût des travaux présentés par ISL. Monsieur MARTINEZ est favorable au renforcement du barrage de Bezan.

En réponse à Monsieur BRAUD MAZEL, il explique que le devis de ISL porte sur l'analyse des données d'osculation.

Il rappelle que le barrage de Bezan est un ouvrage ancien, la commune possède des plans mais aucun élément portant sur les fondations n'est connu. En conséquence, il est difficile d'estimer le potentiel de résistance du barrage à « la crue du siècle/centenaire ». Monsieur MARTINEZ rappelle que le barrage a résisté à une importante crue survenue, il y a 3 ou 4 ans. L'avantage non négligeable est l'absence de maison d'habitation en dessous de la digue. La DREAL relève que le risque majeur porte sur les usagers de la piscine. Monsieur LESCURE, déconcerté, signale que la piscine est fermée en cas d'orage.

Madame HEMON HUET propose d'attendre les préconisations d'ISL pour établir un projet. Monsieur le maire proposera d'inscrire une opération sur le budget 2025.

☐ TOUR DE CASTELFRANC

Madame HEMON HUET réitère sa demande de création d'un groupe de travail, avec des administrés, portant sur la Tour du Nautonnier. Elle rappelle que le contrat avec la Fondation du Patrimoine a une durée de 3 ans or 1 an s'est déjà écoulé. Monsieur le maire l'invite à se rapprocher de monsieur CAMP qui est en charge du dossier. Il rajoute qu'une rencontre entre les élus et l'architecte en charge du dossier sera programmée prochainement. Elle souhaite présenter le rapport sur ce bâtiment qu'elle a remis à la commune.

Madame HEMON HUET insiste sur la création du groupe de travail.

☐ CIMETIERES

Madame MARCOU, absente ce soir, demande par l'intermédiaire de madame BARNA LEGRAND que les portails du cimetière des Fournials soient réparés.

13b- Cantine

Monsieur le maire rappelle que la collectivité a mis en place le dispositif de la cantine à un euros. Il rappelle que les familles concernées payent le repas 1 euros et l'Etat rembourse 3 euros, à la commune, sur ce même repas.

Il indique que l'Etat accuse un retard de remboursement, s'élevant à 60 000 € et impactant les finances de la commune de Montredon-Labessonnié. D'autres communes se trouvent dans la même situation. Les services préfectoraux ont été informés et une action des maires

est en cours. La réponse apportée est que les finances de l'Etat ne sont pas en mesure de procéder au remboursement.

Monsieur le maire souligne que si l'État met fin au contrat, le tarif de la cantine restera le même qu'à l'accoutumée. Le maire en a informé les parents lors du conseil d'école de la Sigourre.

13c- Carnaval

Madame ROUX annonce que le carnaval se déroulera le dimanche 16 mars de 11h30 à 14h. Les carnavaliers feront le tour du village. Ils se rendront à la maison de retraite pour finir sur le boulodrome.

13d- Associations

AGE SANS FRONTIERE - MAISON DE RETRAITE

Comme évoqué lors du dernier conseil municipal, l'EHPAD Sainte Agnès souhaite acquérir un mini-bus. Les Hôpitaux de Paris feront partie des financeurs. Madame CLUZEL explique qu'une des structures intégrera le plan de financement sous condition qu'une collectivité territoriale attribue une subvention.

La maison de retraite propose que ce mini-bus soit mis à la disposition de la collectivité au besoin.

Le dossier doit être déposé le 28 février au plus tard. Si la commune doit apporter son concours, le conseil municipal doit se réunir très rapidement. Monsieur le maire proposera aux élus d'attribuer une subvention de 3 000 €. La communauté de commune Centre Tarn a décliné la demande de subvention de cette association. Considérant les diverses activités communes entre la CLAE et la maison de retraite, le maire juge cette décision regrettable. Il rappelle que la commune met à disposition du centre de loisir son mini-bus, qu'advient-il lorsque la commune s'en séparera.

Les élus fixent la date du prochain conseil municipal au 26 février 2025, pour délibérer sur l'attribution d'une subvention à l'association Age sans frontière et d'en fixer le montant. Suite à la proposition du maire de fixer une date pour une réunion préparatoire concernant le budget, les élus s'accordent à organiser cette réunion après le prochain conseil municipal.

PEGAASE

Monsieur LESCURE rapporte que l'assemblée générale de l'association PEGAASE s'est tenue le 1^{er} février dernier. Au cours de cette dernière, l'association PEGAASE a demandé à l'association APAM de retirer le matériel des locaux du planétarium. La raison évoquée par l'association PEGAASE est la nécessité de créer un local de repos pour son personnel.

Il rappelle que l'APAM est l'association qui a porté le projet de création du planétarium. Il rappelle que des conseillers municipaux ont été désignés par délibération pour être membres de l'association PEGAASE. Il demande si ces derniers ont reçu l'invitation pour participer à l'assemblée générale. Madame ROUX affirme n'avoir jamais reçu d'invitation.

Monsieur LESCURE s'insurge sur la gestion de cette association. Il souhaite que ce litige soit réglé promptement. Monsieur le maire va contacter le président de l'APAM pour envisager

une solution. Il s'est rendu sur les lieux accompagné d'agent communaux pour étudier la possibilité de mettre en place un bungalow modulaire. Le coût du module est estimé à 6 000 € auquel s'ajoutent les socles bétons qui permettront de le positionner. Monsieur LESCURE souligne l'importance de rencontrer les responsables de l'association PEGAASE afin de clarifier la gestion de l'association. Monsieur le maire se charge de trouver les statuts de l'association et les convocations aux assemblées générales.

UN BEL AVENIR

Monsieur le maire explique que la collectivité envisage de mettre à disposition le local du camping, utilisé jusqu'à présent par le foot, au profit de l'association Un Bel Avenir présidée par monsieur de RUS.

Pour ce faire, une réorganisation des locaux de stockage de diverses associations doit s'opérer. Notamment, l'association les éclaireurs et éclaireuses doit déménager dans un autre local pour libérer l'espace pour le stockage du matériel du foot, ce qu'elle tarde à faire.

13e- Personnel communal

Madame HEMON HUET fait part de son insatisfaction concernant le départ à la retraite d'un agent, comptant 35 ans d'ancienneté, dont elle a eu connaissance non pas par monsieur le maire mais dans le bulletin municipal. Elle demande l'organisation d'un « pot de départ ». Monsieur le maire rappelle que lors du dernier jour de travail de cet agent des élus étaient présents. Madame HEMON HUET regrette le manque de communication et particulièrement le fait que tous les élus n'aient pas été conviés ce jour-là. Monsieur le maire avait prévu de souligner son départ à la retraite, le jour des vœux, comme cela se fait d'accoutumer, mais elle était absente.

Concernant le reproche de madame HEMON HUET sur la communication, monsieur le maire s'autorise à lui rappeler qu'elle est la correspondante locale de la Dépêche locale, et élue, pour autant aucun article concernant les vœux du maire à la population n'a été publié. Un article au sujet du DICRIM (Document d'Information sur les Risques Majeurs), qui a été abordé lors de cette réunion publique, aurait été bienvenu. En réponse, Madame HEMON HUET se dit disponible pour publier les documents qui lui ont été adressés. Monsieur le maire s'étonne de devoir rédiger les articles à la place de madame HEMON HUET. Il rappelle que le don d'organe a aussi été évoqué lors des vœux. Selon la correspondante, l'article devrait paraître dans les prochains jours.

Aucune autre question n'étant soulevée et l'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire clôture la séance à 22h08.

La Secrétaire de Séance
Dominique GODOT RAMADE

Le Maire,
Jean-Paul CHAMAYOU